

[Text]

lations on advertising in general. How does that measure up to the guarantee in the Charter of freedom of the press? When you deal with these things how do you measure those things up? Are you relying on the general limitations in a free and democratic society of the Charter, or is it argued that this is not a limitation of freedom of the press?

Mr. Zigayer: Were you referring to clause 11, paragraph 116(a) of the legislation?

Senator Kinsella: Yes.

Mr. Zigayer: That is not being amended. That was there before.

Senator Kinsella: Again, in your opinion, is that congruent with the provisions of the Charter in terms of freedom to advertise. We know that legislators across our great land, in some celebratory circumstances, have tried to impose restrictions on advertising. It raises for students of human rights some serious questions. All I am asking is when you looked at this did that consideration present itself to you?

Mr. Zigayer: I can only answer by saying that the whole area of gun control in Canada has been strictly regulated for over 100 years now. Included in that is a restriction or control over storage, display and advertising. I believe that would be consistent with the Charter. It does not prohibit the advertising, it simply restricts it. I believe that were it found to violate any of the provisions of the Charter, it would be upheld under section 1 of the Charter which talks about reasonable limitations in a free and democratic society.

Mr. Wilson: Before you go on, the amount of support for General Motors goes back to 1976, about \$20 million.

Senator Murray: Mr. Chairman, I am sure we all regret the absence of some of our colleagues, especially Senator MacEachen. I am sure Senator MacEachen would want me to put a question on his behalf, which I take from his speech.

Mr. Wilson: He would be in here shortly if he heard that.

Senator Murray: He has a machine on his desk that allows him to follow the proceedings of committees, as do I. He makes a statement which you have confirmed in your statement tonight to the effect that we would have to negotiate a bilateral agreement with Saudi Arabia before the sale of the armed LAVs by GM could be approved. He says:

One will have to be negotiated before September at the latest, a rather tight schedule. What assurance do we have that the deadline can be met? Even more importantly, what bargaining position do we have in the negotiations when we are so eager to authorize and facilitate these sales?

Mr. Wilson: I think the point is a fair one, that we have a short timeframe to get a negotiated agreement. I do not think we are starting from scratch in terms of understanding the sorts of things that might be needed in this type of agreement. So in the context of the timeframe, we should be able to get a

[Traduction]

autorisation restreinte ainsi que la publicité pour ces armes. Ma question concerne la réglementation de la publicité en général. En quoi ces dispositions respectent-elles la liberté de la presse garantie dans la Charte? Comment le déterminez-vous? Vous basez-vous sur les limitations générales qui s'appliquent à la Charte dans une société libre et démocratique ou estimez-vous que cela ne limite en rien la liberté de la presse?

Mr. Zigayer: Vous voulez parler de l'article 11 qui vise l'alinéa 116a) de la loi?

Le sénateur Kinsella: Oui.

Mr. Zigayer: Ce n'est pas une modification. C'était déjà là avant.

Le sénateur Kinsella: A votre avis, est-ce conforme aux dispositions de la Charte en ce qui concerne la liberté de faire de la publicité. Comme chacun sait, les législateurs de notre pays ont parfois essayé d'imposer des restrictions sur la publicité. Cela suscite de sérieuses objections de la part des défenseurs des droits de la personne. Je voudrais simplement savoir si vous en avez tenu compte lorsque vous avez étudié la question?

Mr. Zigayer: Je peux seulement vous dire que les armes à feu font l'objet d'une réglementation très stricte, au Canada, depuis plus d'un siècle. Cette réglementation s'applique également à l'entreposage, à l'exposition et à la promotion des ventes. Je crois que ces dispositions sont conformes à la Charte. Elles n'interdisent pas la publicité et se contentent de la limiter. A mon avis, si la loi était jugée contraire à certaines dispositions de la Charte, nous pourrions invoquer l'article 1 de la Charte où il est question des limitations raisonnables dans une société libre et démocratique.

Mr. Wilson: Avant d'aller plus loin, je peux vous dire que l'aide financière que le gouvernement a apportée à General Motors remonte à 1976 et qu'elle se chiffrait à environ 20 millions de dollars.

Le sénateur Murray: Monsieur le président, nous regrettons tous l'absence de certains de nos collègues, et surtout celle du sénateur MacEachen. Je suis certain qu'il voudrait que je pose à sa place une question qui se dégage de son discours.

Mr. Wilson: S'il vous entendait, il se dépêcherait de venir.

Le sénateur Murray: Comme moi, il a sur son bureau une machine qui lui permet de suivre les délibérations des comités. Il a déclaré - et vous l'avez confirmé vous-même ce soir - qu'avant d'autoriser GM à vendre des blindés légers armés il faudrait négocier une entente bilatérale avec l'Arabie Saoudite. Je cite ses paroles:

Il faudra négocier une entente d'ici septembre au plus tard, ce qui laisse peu de temps. Comment pouvons-nous être certains que le délai sera respecté? Mais surtout, quand nous sommes si empressés à autoriser et à faciliter ce genre de ventes, comment pouvons-nous négocier?

Mr. Wilson: Le fait est que nous avons peu de temps devant nous pour négocier une entente. Néanmoins, nous avons déjà certaines bases de départ pour ce qui est de la teneur de ce genre d'accord. Par conséquent, nous devrions avoir le temps de conclure une entente satisfaisante. Comme je l'ai déjà dit,